

RÈGLEMENT NUMÉRO 194-0621 MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

ATTENDU QUE le règlement numéro 171-0119 sur la gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité de Saint-Rosaire le 14 janvier 2019 conformément à l'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec* (ci-après appelé « C.M. »);

ATTENDU QUE la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021, chapitre 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021;

ATTENDU QUE dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'article 124 de cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumission publique;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été présenté à la séance du 14 juin 2021 par la conseillère Alexandra Champagne;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par : la conseillère Alexandra Champagne, appuyé par : le conseiller Ghislain Vachon

et résolu unanimement que le présent règlement portant le numéro 194-0621 soit adopté et qu'il soit statué et décrété comme suit :

1. L'article 2 du présent règlement est effectif à compter du 25 juin 2021, ou du jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la plus tardive de ces deux dates, et le demeure jusqu'au 25 juin 2024.
2. Le Règlement numéro 171-0119 sur la gestion contractuelle est modifié par l'ajout de l'article suivant :

15.1 Mesures favorisant l'achat de biens et de services québécois

Sans limiter les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des fournisseurs prévus au présent règlement, dans le cadre de l'octroi de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumissions publique, la municipalité doit favoriser les biens et les services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

Est un établissement au Québec, au sens du présent article, tout lieu où un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur exerce ses activités de façon permanente qui est clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

Sont des biens et services québécois, des biens et services dont la majorité de leur conception, fabrication, assemblage ou de leur réalisation sont fait en majorité à partir d'un établissement situé au Québec.

La Municipalité, dans la prise de décision quant à l'octroi d'un contrat visé au présent article, considère notamment les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des

fournisseurs potentiels et plus spécifiquement détaillés aux articles 14 et 15 du règlement, sous réserve des adaptations nécessaires à l'achat local.

3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Avis de motion : le 14 juin 2021

Présentation du projet de règlement : le 14 juin 2021

Adoption du règlement : 21 juin 2021

Avis de promulgation : 22 juin 2021

Jean-Philippe Bouffard
Maire suppléant

Julie Roberge, directrice générale et
secrétaire-trésorière